J. M. Paly

SOCIÉTÉ
DU
PROGRÈS INDUSTRIEL.

PROGRÈS INDUSTRIEL

SOCIÉTÉ

DE

SOCIÉTÉ

DU

PROGRÈS INDUSTRIEL.

(Ce préambule est adressé aux partisans de la Théorie sociétaire et à leurs amis.)

OBJET DE LA SOCIÉTÉ.

Dans la deuxième édition du *Manifeste de l'Ecole Sociétaire* (Paris 1842), nous avons consacré à l'*Organisation du Ministère du Progrès* une Note (page 207) où on lit ce qui suit sur cette institution dont nous décrivions la constitution :

L'institution en question se compose naturellement de deux divisions :

La *première division* a pour objet la constatation régulière de la valeur réelle des *inventions et perfectionnements* apportés dans les instruments et les procédés techniques et spéciaux propres aux diverses branches de l'activité industrielle, nommément aux arts et aux métiers....

La *deuxième division* concerne les *améliorations et les inventions* qui peuvent être apportées dans les combinaisons relatives à l'emploi général ou social de ces instruments de l'activité humaine, c'est-à-dire dans l'organisation du travail, dans le règlement de la production, de la distribution, de la consommation et de la répartition des avantages produits par le jeu de l'activité industrielle. (Suit l'examen des fonctions de cette division.)

Quant à la division relative aux *inventions et perfectionnements* dans les instruments, les machines et les procédés spéciaux des diverses branches de l'industrie, il est facile d'en comprendre l'organisation et les fonctions.

Dans l'état d'abandon où l'absence de cette organisation laisse aujour-

d'hui le génie d'invention, il est notoire que ce génie gaspille misérablement son incommensurable puissance. Le génie inventif ne reçoit aucun encouragement, aucun stimulant : il marche au hasard ; rien ne le guide, rien ne l'éclaire, rien ne le protège, rien ne lui vient en aide. Une foule d'hommes, dont l'esprit se livrerait à des recherches ardentes si la carrière de l'invention était régulièrement ouverte, ne songent pas même à appliquer aux problèmes qu'ils pourraient résoudre les puissances de leur intelligence. Le sort des inventeurs est plein de misères et de tribulations. L'auteur d'une découverte doit être aujourd'hui doué, outre l'esprit inventif, de la plus rare fermeté de caractère et d'une dose de persévérance incroyable, pour mener son idée à quelque résultat pratique et lucratif. Nous avons entendu des membres de l'Institut engager l'inventeur d'un mécanisme de la plus haute importance, et dont ils reconnaissaient la valeur capitale, à **ABANDONNER SON IDÉE**, à moins qu'il ne se sentit bien résolu à calciner sa jeunesse, à consumer sa vie, à engager tout son avenir dans des mécomptes, des difficultés et des tribulations dont ils lui faisaient un tableau aussi effrayant que fidèle ; — et encore pour ne voir son invention acceptée probablement qu'à l'expiration de son droit de propriété, quand il ne serait plus temps d'y trouver une compensation à ses sacrifices de toutes sortes !

La Société actuelle est l'enfer des inventeurs ; mais elle est punie la première de son imprévoyance cruelle et de son ingratitude insensée ; car l'Humanité ne fait pas aujourd'hui la centième, la millième partie peut-être des découvertes qu'elle devrait et pourrait accomplir dans toutes les branches de l'activité scientifique, industrielle et sociale, si nos Institutions offraient des garanties régulières au développement des créations de l'Intelligence.

Rien n'est plus simple que l'établissement de ces garanties. La division du ministère du progrès, chargée des *inventions* et *perfectionnements*, reçoit les mémoires, les dessins, les propositions de toutes sortes, dans la forme employée pour la demande des brevets.

L'idée est examinée par des comités spéciaux formés de savants, de praticiens et d'industriels.

Si l'idée est reconnue capable de valeur, on procède à l'expérience dans les ateliers et les laboratoires attachés à cette division du ministère du progrès (1).

Lorsque l'expérience a prononcé définitivement sur la supériorité de l'instrument, de la machine, de l'organe ou du procédé nouveau, la description ou la formule en est publiée dans le Journal officiel du Ministère, avec le procès-verbal des expériences. En outre, les ateliers spéciaux confectionnent quatre-vingt-six modèles qui sont envoyés dans quatre-

(1) Il est sensible qu'en construisant les machines d'essai sur certains étalons réguliers, les ateliers ne tarderaient pas à se trouver pourvus de pièces de toutes sortes, cylindres, roues, corps de pompes, etc., qui rendraient bientôt très-rapides et très-peu coûteuses la plupart des expériences à exécuter. (*Note du Manifeste.*)

vingt-six Conservatoires ou Musées de l'Industrie établis au chef-lieu de chaque département, sous la garde d'un ingénieur chargé de donner aux industriels les renseignements utiles.

Il résulte de ces dispositions qu'aussitôt une découverte *faite* dans une branche quelconque de l'activité productive, cette découverte est bientôt *vérifiée et portée à la connaissance* de tous ceux qu'elle intéresse d'un bout du royaume à l'autre, et cela avec toutes les garanties désirables.

Dès lors, moyennant une rétribution modique et proportionnelle aux bénéfices que les industriels trouvent à user du système nouveau, chacun de ceux-ci a le droit de l'employer et de l'exploiter. L'inventeur n'eût-il que la *dixième partie* du bénéfice recueilli par l'État, se trouve dès-lors tirer de son invention un revenu beaucoup plus considérable que celui qu'il eût pu réaliser, dans les cas les plus favorables, en restant livré à ses propres forces.

Il atteint ce résultat prospère sans peines et sans frais, et peut occuper son esprit à des recherches nouvelles.

La contrefaçon, surveillée et poursuivie sur tous les points par les agents *intéressés* du Gouvernement, n'a plus, d'ailleurs, de raison d'être, attendu la modicité du droit demandé par l'État pour concéder l'usage des inventions rapidement généralisées. Ce droit, au contraire, est aujourd'hui d'autant plus élevé que l'inventeur rencontre plus d'obstacles à introduire son procédé dans la pratique.

Si l'on observe maintenant que, malgré les immenses entraves qui pèsent sur l'esprit d'invention dans l'état actuel des choses, la richesse nationale n'en croît pas moins déjà suivant une proportion beaucoup plus rapide que la population, c'est-à-dire que la masse des forces humaines ou le nombre des bras engagés dans l'œuvre du travail, on reconnaît que cet accroissement dépend précisément de la création des machines, du perfectionnement des instruments de travail et de l'amélioration des procédés de production. L'invention de Watt et la Mule-Jenny ont, à elles seules, plus que **DEUCENTUPLÉ**, en moins d'un demi-siècle, la puissance industrielle, les forces productives et la richesse de l'Angleterre.

Or, si l'on tient compte de l'incroyable énergie que l'institution des garanties, dont nous venons d'ébaucher le système, apporterait au développement et à la propagation rapide des inventions et perfectionnements, on concevra qu'au bout de quelques années, l'État, entrant par le prélèvement d'un **IMPÔT LIBREMENT ET VOLONTAIREMENT PAYÉ**, en partage de ce prodigieux accroissement de la richesse publique, dû à l'action du génie inventif dans l'œuvre de la production, verrait bientôt des sommes incalculables affluer dans ses caisses.

Le Gouvernement se trouverait donc, *de facto*, à la tête du mouvement industriel et du Progrès dans le pays, et la Société marcherait à grands pas vers l'époque où l'**IMPÔT FORCÉ** prélevé aujourd'hui sur le travail, progressivement dégrévé, pourrait être entièrement aboli et remplacé par l'**IMPÔT VOLONTAIRE librement prélevé sur les bénéfices** dus à l'intervention régulière et puissancielle du génie dans l'œuvre de la production nationale.

Par la publicité et les encouragements qu'elle donne aux opérations ayant pour objet des améliorations sociales (1), par la discussion des questions relatives à l'organisation du travail, enfin par la poursuite incessante de l'essai pratique de la Théorie qui a conquis ses convictions, l'École Sociétaire remplit, dans la limite de ses forces et de ses moyens, les fonctions dévolues à la deuxième division du ministère du Progrès.

Ces fonctions exigent des dépenses considérables, et malgré le dévouement des amis de la cause, notre état financier, quoique assuré, est encore tendu et difficile.

Pourquoi, toujours dans la mesure de nos forces et de nos moyens, n'organiserions-nous pas, en le modifiant convenablement, à côté du service *très-coûteux* de la deuxième division, le service *très-lucratif* de la première, celui qui concerne la vérification et l'exploitation des inventions ?

Il y a plus de douze années déjà que nous avons conçu l'idée exposée dans la Note sur l'Organisation du Ministère du Progrès, et compris que cette idée, à défaut d'un gouvernement assez intelligent pour en faire une grande institution, pouvait devenir la base d'une opération capitale.

Mais nous avons compris aussi que, pour être en mesure de la réaliser sûrement et largement, et de lui faire porter les fruits qu'on en doit attendre, il fallait une force déjà considérable, des éléments et des secours sans lesquels l'idée se dessècherait dans son germe.

Et, en effet, la réalisation d'une *Société du Progrès industriel*, se proposant une exploitation générale des inventions, exigeait :

1° Un capital assez fort ;

2° Un personnel compétent capable d'étudier scrupuleusement les diverses inventions proposées à la Société, de les apprécier sagement et de n'admettre que les bonnes ;

3° Une publicité étendue, bien assise, bien famée et accréditée ;

4° Un personnel de correspondants et agents intelligents, instruits, honnêtes et dévoués, répandus sur toute la surface du pays ;

5° Un nombre beaucoup plus considérable d'hommes matériellement ou moralement intéressés à faire entrer dans la pratique industrielle et dans la circulation commerciale les inventions dont la valeur leur sera bien connue et formellement démontrée.

(1) Les fondations du genre de Mettray, Oswald, etc., etc., les crèches, les salles d'asile, les opérations agricoles ou manufacturières à participation sociétaire, etc.

Il fallait tous ces éléments pour pouvoir fonder, avec la certitude d'un grand succès, une Société générale des inventions. Aussi, malgré la séduction puissante exercée sur notre esprit par le plan dont nous avons dès l'origine compris la portée et l'avenir, nous avons su attendre plus de douze ans pour en provoquer l'exécution. Aujourd'hui tous ces éléments existent. En effet :

1° Les communications verbales faites à nombre de nos amis de la capitale ou des provinces dans le courant de l'année, ne nous laissent aucun doute sur la rapidité de la souscription du capital nécessaire à l'opération.

2° Nous disposons d'un personnel compétent pour l'examen et l'appréciation des inventions de toute nature et d'une somme de lumières plus que suffisantes pour que la Société ne soit pas exposée à patronner des erreurs ou des choses sans valeur, et soit bien assurée de ne choisir que les affaires les plus avantageuses et les plus sûres.

3° Nous avons un journal quotidien dont l'existence est assurée, un numéro de huitaine en voie de prospérité, une revue mensuelle et un almanach tiré, dès sa seconde année, à trente-deux mille exemplaires; enfin, nos relations amicales avec beaucoup de journaux de départements, nous donneront, en dehors de la nôtre même, une publicité toujours prête pour appuyer des découvertes utiles et de bon aloi, les seules qu'il nous convienne et qu'il soit dans l'intérêt de la Société de mettre en circulation.

4° et 5° Le nombre toujours croissant des amis de notre cause, joint à celui des personnes qui s'engageront dans la Société, en vue de ses avantages financiers, assure à celle-ci, dans toutes les localités de quelque importance, des correspondants et des propagateurs qui feront connaître et introduiront rapidement, dans la circulation et la pratique, les inventions adoptées après expérience et bonne vérification.

Tout est donc mûr pour l'exécution du projet que nous méditons depuis si long-temps : la constitution de la *Société du Progrès industriel*, opération qui créera rapidement les fonds et le crédit nécessaires à l'accomplissement de vues ultérieures.

MÉCANISME DE LA SOCIÉTÉ.

Supposons fondée la *Société du Progrès industriel*, et rendons-nous brièvement compte de son mécanisme.

Une invention est offerte à la Société. La Direction scientifique et technique immédiatement l'invention à l'étude, et se fait faire,

separément, sur la valeur de celle-ci, au moins deux rapports par deux membres de son Conseil, après quoi l'invention est discutée dans le sein du Conseil réuni.

Si la discussion en conseil amène une conclusion approbative, si les frais d'expérimentation et de mise en circulation ne paraissent pas trop considérables relativement aux ressources sociales (1), et si l'affaire et les conditions faites ou acceptées par l'inventeur sont jugées favorables par la Direction industrielle, le chef de cette Direction traite avec l'inventeur pour l'acquisition ou l'exploitation des brevets pris ou à prendre en France ou dans tels ou tels pays étrangers.

Les vérifications expérimentales faites, les brevets pris, les modèles exécutés dans les limites des ressources sociales et des convenances spéciales de l'invention en question, la découverte est portée à la connaissance du public par l'impression des procès-verbaux des expériences, revêtus de la signature des membres des comités qui l'ont examinée, et par des comptes rendus insérés dans nos organes périodiques. Des instructions accompagnées, s'il y a lieu, de modèles, sont adressées à tous les correspondants dans les localités, et ceux-ci font directement connaître l'objet de l'invention, *instrument* ou *appareil*, aux personnes de la localité, amies ou actionnaires de la Société, etc., qu'il sait disposées à le porter elles-mêmes à la connaissance de tous ceux à qui l'usage en peut être utile.

S'agit-il par exemple d'une nouvelle lampe ou de tout autre appareil de ménage? le modèle et les instructions adressés aux correspondants donnent immédiatement à nos amis et à une foule de personnes la faculté d'apprécier l'utilité de l'invention pour leur propre usage, de faire ou de provoquer des commandes. En peu de temps l'emploi s'en répand, bientôt les demandes des marchands arrivent de toutes parts, l'affaire est lancée et marche d'elle même.

La Société reçoit les commandes, les transmet aux fabricans avec lesquels elle a traité pour la confection, et prélève tant par lampe, par instrument, etc., sortis des ateliers du fabricant.

Ce qu'il importe de remarquer, c'est que la *Société ne fabrique pas*, et qu'elle sert purement et simplement d'intermédiaire pour transmettre aux fabricans les commandes qui lui sont envoyées par ses agens *au nom* des marchands ou des consommateurs. Elle ne

(1) Dans les premières années, surtout, la Société s'interdira de prendre des affaires trop lourdes, exigeant des frais d'expérience trop considérables et de longs tâtonnements. Toutefois, dans des cas particuliers de ce genre, elle pourra procéder par la voie des *Sociétés spéciales* de fabrication dont il est question plus loin; les *Sociétés* sociales, en pareil cas, se chargeront des expériences.

peut donc, en aucun cas, être responsable et passible de la moindre faillite.

Ce qu'il faut remarquer encore, c'est que la Société est à l'abri du fléau qui rend si chanceuses toutes les industries, la concurrence. En effet, elle n'exploite que des objets dont les brevets lui assurent le monopole absolu. Maîtresse de ses procédés, la concurrence extérieure ne peut s'établir que sur des procédés différents des siens.

Enfin la Société, ayant le bon esprit de gagner peu sur chaque objet afin de gagner beaucoup par la plus large expansion de la production et de la consommation, se mettra également à l'abri des *manque à gagner* provenant des contrefaçons frauduleuses sur lesquelles, d'ailleurs, elle aura partout les yeux ouverts au moyen de ses nombreux agens.

S'agit-il, au lieu d'un appareil comme celui sur lequel nous venons de raisonner, d'un *procédé* nouveau et économique, d'un *perfectionnement* apporté à une machine en usage, ou à une industrie spéciale? Les agens de la Société se mettent immédiatement en rapport avec les industriels qui ont intérêt à en profiter. Dès que quelques-uns de ces derniers l'ont adopté moyennant la redevance fixée, l'adoption est bientôt forcée pour tous les autres.

Que si telles ou telles inventions paraissent exiger une exploitation spéciale, la Société centrale pourra provoquer la création de *Sociétés particulières de fabrications* dont elle sera indépendante, mais avec lesquelles elle stipulera soit un prix d'acquisition du brevet, soit une part de bénéfice.

Enfin, dès qu'une invention patronée par la Société aura réussi et pris racine dans le domaine de l'industrie française, les brevets étrangers acquerront des valeurs considérables, et la Société centrale, à sa convenance, vendra ces brevets ou passera des traités avec des *Sociétés spéciales* étrangères dans le genre de celles dont il vient d'être parlé.

DES DÉPENSES ET DES BÉNÉFICES.

La Société réduira ses frais généraux à un chiffre minime tant que ses affaires et ses bénéfices seront restreints.

Les dépenses annuelles peuvent se classer sous trois chapitres principaux comme suit :

1° *Frais proprement dits d'administration.*

Organisation et inspection des agences, soit.....	6,000 fr.
Local, chauffage, éclairage et frais de bureau.....	5,000
Comptabilité, caisse et correspondance.....	5,000
Direction.....	6,000

2° *Frais relatifs à la prise des brevets.*

Examen et étude des propositions ;	}	Ces frais sont proportionnels au nombre et à la nature des affaires.
Expériences et modèles ;		
Rédaction des mémoires et dessins ;		
Taxe des brevets français ou étrangers ;		
Impressions et publicité.		

3° *Restitutions aux inventeurs et aux agents de la Société.*

Ces frais seront prélevés proportionnellement sur les rentrées, et n'entameront pas le capital social.

Total des frais déterminés.....	22,000 fr.
---------------------------------	------------

Il résulte de cet aperçu que, sauf les dépenses directement consacrées aux inventions et brevets, c'est-à-dire à l'acquisition des propriétés que la Société a pour objet de mettre en rapport, et jusqu'à ce qu'elle étende ses affaires par l'effet même de sa prospérité, ses frais généraux pourront être resserrés entre des limites fort modestes. Ces frais ne sont rien comparativement aux frais analogues des Sociétés d'Assurances, etc., qui procèdent aussi par des agences et qui sont loin d'exiger les élémens scientifiques et autres que réclame celle-ci.

La répartition des bénéfices s'effectuera généralement d'après le principe sociétaire ; — Ainsi :

Les agens locaux de la Société et, autant que possible, les inventeurs, auront une rétribution exclusivement proportionnelle aux rentrées qu'ils feront faire à la Société les uns par leur activité, les autres par leurs découvertes ;

Après le prélèvement des inventeurs et des agens locaux, la Direction, partagera les bénéfices avec les actionnaires d'après une loi qui donne les résultats suivans :

L'excédant des recettes sur les dépenses annuelles étant, pour	
100 du capital versé, de.....	4, 8, 12, 16, 20, 24, 28, 32, 36, etc.
La part des actionnaires sera..	4, 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, etc.
La part de la Direction.....	0, 1, 3, 5, 8, 11, 14, 17, 20, etc.

Sur cette part la Direction devra deux cinquièmes en primes aux employés de ses deux divisions qui n'auraient point, comme les agens locaux, de parts proportionnelles.

Enfin, la nature des traités passés avec les fabricants ou les Sociétés spéciales de fabrication, consacreront généralement aussi, pour eux, le principe sociétaire de la proportionnalité.

Quels seront les bénéfices de la Société? Il est impossible de les calculer. On a gagné plus de 600,000 fr. depuis quatorze ans avec une lampe inventée par un de nos amis, lampe dont il avait vendu le brevet 10,000 fr. seulement, dégoûté par les difficultés que rencontre un inventeur isolé et réduit à ses seules ressources pour la mise en valeur industrielle de sa découverte. Et encore cette lampe a-t-elle été si peu poussée qu'elle était restée inconnue plusieurs années après la cession du brevet au fabricant qui en avait acquis la propriété. Remarquons, à ce propos, que la Société n'opérera pas seulement sur des inventions nouvelles, mais que, dès qu'elle sera en train de fonctionner, elle recevra des propositions, plus nombreuses qu'elle n'en pourra accepter, de la part d'inventeurs brevetés depuis plusieurs années, dont les découvertes seront déjà bien et dûment sanctionnées par l'expérience, mais qui, comme il arrive le plus souvent, n'auront pu par eux-mêmes et avec les faibles ressources dont un homme isolé dispose, tirer parti de leur invention et la faire entrer un peu largement dans l'industrie.

Nous ne dirons donc rien des bénéfices réservés à la Société, si ce n'est qu'on ne peut pas leur fixer de limite. Deux ou trois bonnes affaires peuvent, à elles seules, la mettre dans un état de grande prospérité. Qui peut, en effet, calculer où s'arrêteront les bénéfices d'une seule invention heureuse, servie par les éléments dont la Société disposera, et exploitée SANS CONCURRENCE DIRECTE sur le territoire entier de la France? Or, à ces bénéfices, il faut ajouter les produits de la vente, en temps opportun, des brevets étrangers.

En voilà assez pour faire comprendre les chances de prospérité ouvertes à cette Société. Nous pouvons d'ailleurs, dès aujourd'hui, lui faire livrer plusieurs inventions, les unes éprouvées, les autres faciles à mettre en expérience, et avec lesquelles nous estimons qu'elle peut réaliser déjà de beaux bénéfices. Il ne reste donc plus qu'à trouver les capitaux et à constituer régulièrement la Société, dont les statuts sont dressés. (Voir ci-dessous.)

Les capitaux seront vite trouvés. On en réunit facilement tous les jours pour des opérations qui sont bien loin de présenter des chances de bénéfices aussi considérables que celle-ci. Il est juste que nos amis aient la priorité pour le placement des sommes qu'il leur convient d'engager dans la Société; aussi ne nous adressons aujourd'hui qu'à eux.

Si, d'ici au mois de novembre, les souscriptions promises en réponse à la présente communication, n'atteignaient pas 30.000 fr., somme jugée suffisante pour constituer la Société, la Direction industrielle s'adresserait aux capitaux extérieurs.

Par une raison très facile à comprendre, il est à désirer que la Société ait, dans les départements, le plus grand nombre possible d'actionnaires. Plus sera grand et répandu, en effet, le nombre des intéressés, plus vite les inventions patronées par la Société entreront dans la circulation. C'est dans ce but qu'on a fixé à 200 francs le taux des actions et que la Société délivrera même des coupons de 20 francs. — Il importe que beaucoup d'ouvriers puissent, au moyen d'une somme minime, être intéressés dans la Société. Nombre d'ouvriers intelligents, en effet, inventent tous les jours des procédés et des perfectionnements dans les instruments de travail ou dans leurs fabrications spéciales, et généralement ils ne tirent aucun bénéfice de leurs découvertes, dont les profits sont absorbés par leurs maîtres. La création de la *Société du Progrès industriel* est l'origine de l'institution dont le développement fera cesser leur dépendance, et leur participation à cette Société en fera des propagateurs actifs des inventions qu'elle aura adoptées.

Nous engageons nos amis à nous faire connaître promptement le chiffre de leurs propres engagements et à communiquer cette pièce aux personnes qu'ils supposent disposées à placer des fonds dans la Société, en vue de ses avantages financiers.

Nous répétons que la multiplicité des souscripteurs est préférable à la force de chaque souscription. Toutefois, on ne fixe pas aujourd'hui de limite aux engagements individuels.

DIVISION DES FONCTIONS.

Maintenant que l'on saisit bien la pensée dans son ensemble et la conception générale, il est facile de voir que l'opération exige deux systèmes de fonctions bien distincts :

1° Les fonctions qui ont pour objet l'*appréciation scientifique et technique* du caractère et de la validité des inventions ;

2° Celles qui ont pour objet la *mise en valeur commerciale* des dites inventions.

Ses premières fonctions incombent à une *Direction scientifique et technique*.

Les secondes, à une *Direction financière*, à une véritable *Maison de commerce*.

Il nous convient que ces deux divisions, parfaitement distinctes par leur nature, restent parfaitement distinctes dans l'exécution. Nous nous chargerons exclusivement, en conséquence, des fonctions de la première division, comprenant tout ce qui concerne l'appréciation scientifique et technique des inventions proposées. Quant à l'acquisition et l'exploitation des brevets, la passation des contrats de vente ou traités, les relations commerciales, le maniement des fonds, la comptabilité, etc., etc., ces objets seront exclusivement confiés au Directeur de la partie financière et commerciale en dehors de laquelle nous voulons rester.

Avoir conçu l'opération,

En avoir préparé les éléments.

Avoir mis ces éléments au service de la société et l'avoir fondée.

Enfin apprécier aussi exactement que possible, au point de vue scientifique et technique, la validité des inventions dont la société pourra se proposer l'exploitation, et veiller à ce que la Direction financière et commerciale n'engage la Société que pour les inventions approuvées par la Direction technique.

Telle est et sera notre part de concours dans le système dont nous proposons l'exécution.

La Direction générale se composera donc de deux Directions spéciales et distinctes :

La Direction scientifique et technique représentée par M. Considérant.

La Direction financière et la maison commerciale, représentées par M.

Ces deux Directions sont liées constitutivement par les stipulations suivantes :

1^o La Direction financière et commerciale ne pourra accueillir et exploiter au nom de la société que les inventions, formellement et par écrit, revêtues de l'approbation de la Direction scientifique et technique.

2^o La Direction scientifique ne s'ingèrera pas et n'aura pas le droit de s'ingérer dans les négociations relatives à l'acquisition, à la vente ou à la mise en valeur quelconque des propriétés de la Société, et généralement dans aucun des actes d'administration et de commerce appartenant à la Direction financière; néanmoins, en raison de sa responsabilité légale, elle est investie d'un droit de *veto* sur les traités qui lui paraîtraient nuisibles aux intérêts de la Société.

En deux mots, la Direction scientifique, qui ne fait pas d'affaires, détermine la sphère dans laquelle agit librement, mais hors de laquelle ne peut pas agir, la Direction commerciale et financière.

INTÉRÊTS SPÉCIAUX DE L'ÉCOLE SOCIÉTAIRE.

Bien que la *Société*, dont nous provoquons la fondation, soit une entreprise industrielle, créée en vue de bénéfices financiers, il est certain que ces bénéfices devant appartenir à des inventeurs, des actionnaires et des intéressés en grande partie phalanstériens ou qui ne tarderont pas à le devenir, une portion très-notable en arrivera naturellement soit à la Rente, soit à l'entreprise d'exécution du premier Phalanstère. Que l'École sociétaire s'enrichisse donc tout en continuant à s'agrandir rapidement par le développement de la Propagation, et son but sera bientôt atteint. Elle a en main tous les moyens de faire réussir une opération superbe, protectrice des inventions et du génie et dont la productivité financière est en quelque sorte illimitée. L'initiative intellectuelle et le patronage d'une pareille opération lui revenaient de droit, et nous doutons qu'en dehors d'ell on puisse aujourd'hui mener facilement à bien une semblable affaire.

Quand les civilisés verront l'École s'enrichir rapidement par son concours à une création qui est essentiellement dans la voie de sa Doctrine, en mettant son capital, sa science pratique, sa publicité et ses relations au service des inventeurs qu'ils méconnaissent et méprisent, en commanditant le génie obscur qu'ils méprisent, ils ne diront plus que nous sommes des idéologues et des rêveurs. Quand une Société, qui n'est que la réalisation restreinte d'une de nos conceptions théoriques, fera fructifier seulement dix inventions industrielles, ils nous offriront eux-mêmes leurs capitaux pour l'expérience de la grande INVENTION SOCIALE dont la mise en lumière est le but de nos efforts. Que l'École s'enrichisse donc rapidement, honorablement, glorieusement, en appuyant la plus belle combinaison qui puisse servir de base à une grande opération dans l'état des choses, en prêtant le concours de ses forces à l'exploitation Sociétaire des œuvres du génie. Après la Propagation directe de la Doctrine, nous ne saurions rien recommander plus vivement à nos amis qu'une participation active à l'œuvre dont nous venons de leur exposer les bases et le mécanisme. Par cette création, nous aurons organisé complètement la fonction pratique actuelle de l'École Sociétaire, en remplissant, dans la mesure de nos moyens, les deux fonctions spéciales du Ministère du progrès; et lorsque viendra l'époque de l'exécution d'une première *Commune Sociétaire*, cette dernière fondation, comme nous l'avons remarqué tout à l'heure, ne

sera que la plus importante des applications naturelles de l'organisme général que l'École se sera donné.

Que nous manque-t-il aujourd'hui pour réaliser l'œuvre qui, dans notre conviction délivrera le monde ? — De l'argent, suffisamment d'argent. Eh bien ! sachons gagner de l'argent, et montrons au monde quel emploi nous en pouvons faire. Nombre de nos amis ingénieurs, industriels ou autres, nous ont communiqué à diverses époques des inventions auxquelles ils avaient travaillé avec ardeur, *dans le but d'arriver à gagner beaucoup d'argent pour la Réalisation*, et qu'ils nous sollicitent instamment de mettre en rapport. Tous se proposent de consacrer la totalité ou la plus grande partie de leurs bénéfices à l'œuvre sociétaire. Parmi ces inventions, il en est plusieurs dont nous croyons qu'on peut tirer des sommes considérables. Tant que le système de notre Propagation n'a pas été complètement organisé et assez fortement assis, et malgré le vif désir que nous éprouvions de mettre ces importants éléments en valeur, nous n'avons pas cru devoir aborder une entreprise que la prudence nous ordonnait d'ajourner. Aujourd'hui, cette opération ne pouvant plus compromettre notre œuvre de Propagation, et étant de nature à contribuer puissamment à la formation du capital d'une Réalisation prochaine, il y aurait pusillanimité de notre part à en reculer l'exécution. Dans l'intérêt de notre Cause, nous **DEVONS** donc agir. Nous trahirions notre devoir si nous laissions enfouis, par notre faute, des éléments qui peuvent donner promptement à l'École le moyen d'atteindre le but de tous ses efforts antérieurs, de tous ses travaux de tous ses sacrifices.

PROJET D'ACTE.

Pardevant M^e et son collègue, notaires à Paris, soussignés,
sont comparus :

M. Victor-Prosper Considerant, membre du Conseil général de la Seine,
rédacteur en chef du journal la *Démocratie pacifique*, demeurant à Paris,
rue de Beaune, n^o 2 ;

Et M.

Lesquels ont dit et arrêté ce qui suit :

M. Victor Considerant a conçu l'idée d'une Société qui aurait pour but
d'examiner les inventions soumises à ladite Société et au cas d'admission,
de prendre des arrangements avec les inventeurs et passer avec eux tous
traités pour acquérir leurs inventions ou brevets et exploiter lesdites in-
ventions et brevets tant en France qu'à l'étranger, par les ventes de bre-
vets et licences d'exploitation, ou formation de sociétés spéciales de fabri-
cation.

Il a proposé à M. qui l'a accepté de former en
vue de ce but une Société qui serait régie sur le principe suivant : que la
Société contiendrait deux éléments distincts :

1^o L'appréciation scientifique et l'expérimentation technique des inven-
tions ;

2^o Leur mise en valeur commerciale ;

Et en conséquence :

Premièrement, que M. Considerant se renfermerait dans l'appréciation
scientifique et l'expérimentation technique à faire par lui desdites inven-
tions avec le concours des personnes qu'il appellerait à cette appré-
ciation et à cette expérimentation ;

Secondement, que la mise en valeur commerciale desdites inventions et
l'administration financière de la Société seraient effectuée par M.

Sur ces bases, MM. Considerant et ont ainsi
arrêté les statuts de la Société présentement fondée.

TITRE I^{er}. — CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.

Formation et objet de la Société.

ARTICLE 1^{er}.

Il est formé une Société en commandite par actions entre MM. Victor
Considerant et d'une part,

Et les personnes qui souscriront des actions, d'autre part,

ART. 2.

Cette Société portera le titre de *Société du progrès industriel*.

Elle a pour objet l'exploitation tant en France qu'à l'étranger des bre-
vets d'invention pour lesquels elle aura jugé utile de traiter avec les in-
venteurs ou leurs cessionnaires ou qu'elle pourra prendre elle-même.

Cette exploitation se bornera à la vente des brevets ou des licences de fabrication ou à l'apport desdits brevets dans des *Sociétés spéciales* de fabrication ; la présente Société s'interdisant expressément toute fabrication, sauf celle des modèles nécessaires à l'expérimentation et à la publicité des inventions.

Direction. Raison sociale.

ART. 3.

M. Considerant et _____ sont Directeurs responsables de la Société.

Les bailleurs de fonds sont simples commanditaires et comme tels ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur souscription.

M. Considerant sera exclusivement chargé de la division scientifique et technique comprenant l'examen et expérimentation des inventions proposées.

M. _____ sera exclusivement chargé de la division financière et commerciale, comprenant la mise en valeur des inventions et la partie administrative de la Société.

La raison sociale sera _____ et compagnie.

En raison de la division des fonctions, M. _____ aura seul la signature sociale.

ART. 4.

La durée de la Société est fixée à trente années à partir de ce jour.

Le siège social est établi à Paris, rue de Beaune, n° 2. La Direction pourra le transporter dans un autre local.

Capital social.

ART. 3.

Le capital social est fixé à un million.

La Société sera constituée dès que le capital souscrit aura atteint le chiffre de 300,000 fr.

La souscription restera ouverte jusqu'à ce qu'elle ait atteint le chiffre de 500,000 fr. ; à ce moment le Directeur de la division financière et commerciale pourra, s'il le juge à propos, fermer la souscription.

Il ne pourra la rouvrir qu'après avoir consulté l'Assemblée générale des actionnaires.

ART. 4.

Le capital social est divisé en actions de 200 fr., nominatives ou au porteur, au choix des souscripteurs, et en coupons de 20 fr.

Les actions portent un numéro d'ordre et sont extraites d'un registre à souche ; elles sont frappées du timbre sec de la Société, et signées par le Directeur de la division industrielle.

Il en est de même des coupons.

ART. 5.

Les coupons sont payables comptant.

Les actions sont payables par quart ; le premier quart dans le mois de la constitution de la Société ; le deuxième quart dans le quatrième mois après ladite constitution ; le troisième quart dans le neuvième mois ; et le quatrième quart dans le dix-huitième mois.

Lors du premier paiement, il sera délivré au souscripteur un Titre qui ne deviendra définitif que par les paiements des termes subséquents, dont mention sera faite sur ledit Titre.

Si quinze jours après l'échéance du terme fixé pour le paiement de sa souscription, le souscripteur n'en a point acquitté le montant, il en devra l'intérêt, à six pour cent, à partir du jour où il aurait dû le verser. — Passé ce délai, le Directeur de la division financière pourra exiger la somme due par les voies de droit: il pourra aussi, sans autre formalité qu'un avis dans le journal désigné par la Société, la *Démocratie pacifique*, et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, faire vendre publiquement à la Bourse de Paris, par le syndic des agents de change, les actions des souscripteurs retardataires. Cette vente aura lieu aux risques et périls de ces derniers, lesquels seront passibles du déficit et profiteront du bénéfice de la vente, s'il y a lieu, tous frais et intérêts déduits.

Le Directeur de la division financière est autorisé à remettre à l'acquéreur un duplicata du titre ainsi vendu.

ART. 6.

Le transfert des actions au porteur et coupons s'opère par la tradition des Titres, et le transfert des actions nominatives par simple endossement.

Tout détenteur d'action au porteur a le droit de faire changer, au siège de la Société, son titre contre une action nominative; toutefois, à un an au moins de distance de la dernière délivrance.

ART. 7.

En cas de perte d'une action ou coupon d'action, celui qui s'en prétendra propriétaire fera déclaration de cette perte en indiquant le numéro de l'action perdue, et le Directeur de la division financière lui délivrera, s'il y a lieu après information, un certificat nominatif et non transmissible, constatant ladite déclaration.

Le déclarant qui aura obtenu le certificat n'aura droit aux dividendes et partage d'avoir social, pour raison de ladite action perdue, qu'après un délai de dix ans et un jour à partir du jour où les sommes seraient devenues exigibles.

L'annonce de la déclaration de perte d'actions devra être faite immédiatement, aux frais du déclarant, dans le journal la *Démocratie pacifique* ou tout autre, désigné par le conseil de surveillance.

ART. 8.

Tous dividendes ou partage d'avoir social qui n'auraient pas été réclamés dans le délai de dix ans, à partir de leur exigibilité, constatée par avis spécial dans le journal de la Société, seront et demeureront acquis à la Société, quel que soit le porteur de l'action.

ART. 9.

La propriété des actions et coupons est indivisible à l'égard de la Société. En conséquence, les héritiers ou les représentants d'un actionnaire sont tenus, dans tous leurs rapports de la Société, de se faire représenter par l'un d'entre eux.

Les héritiers ou représentants d'un actionnaire ne peuvent, par aucuns motifs, faire apposer aucuns scellés, former aucune opposition, exiger aucun inventaire, ni provoquer aucune licitation, lors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs.

ART. 10.

Tout possesseur d'actions ou coupons est par ce seul fait réputé avoir

adhéré au présent acte, et tenu par conséquent à l'exécution de toutes les conditions qu'il renferme.

TITRE II. — DIVISION ET ORGANISATION DES FONCTIONS.

§ 1^{er}. *Organisation de la division scientifique et technique.*

ART. 11.

Les attributions de la division scientifique et technique consistent à examiner, au point de vue de la science, les inventions proposées, et des avantages qu'ils peuvent offrir à la présente Société; à faire et faire faire les expériences et les modèles nécessaires, et à rédiger et faire préparer les mémoires, descriptions et dessins qui seront fournis à la division financière pour prendre, s'il y a lieu, les brevets en France et à l'étranger.

En conséquence, le Directeur de la division scientifique et technique aura l'administration des bureaux de rédaction et des ateliers d'expérimentation dont l'établissement sera jugé utile.

ART. 12.

Le Directeur de la division technique sera assisté d'un conseil composé d'au moins cinq personnes, dont le choix et la nomination lui appartiendront.

ART. 13.

Sur un premier rapport du Directeur de la division technique, le Directeur de la division financière décidera, s'il y a lieu, d'allouer des fonds soit pour des études, soit pour des expérimentations.

Sur examen approfondi du conseil scientifique, et après vérification expérimentale, s'il y a lieu de faire cette vérification, le Directeur de la division technique adressera au Directeur de la division industrielle un second rapport sur l'invention proposée, concluant à l'adoption ou au rejet par la Société de l'invention.

§ 2. *Organisation de la division financière et commerciale.*

ART. 13.

La direction de la division financière et commerciale a pour attributions l'administration générale de la Société et la mise en valeur des inventions agréées.

ART. 14.

Le Directeur de ladite division ne fera usage de la signature sociale que pour les besoins de la Société.

Les opérations de la Société auront généralement lieu au comptant, et dans tous les cas le Directeur de ladite division ne pourra contracter aucun emprunt, souscrire aucun billet de crédit, accepter aucune lettre de change ou faire tout autre engagement de commerce, si ce n'est pour paiement et règlement de fournitures faites à la Société.

Tous les engagements et toutes les signatures contraires à cette interdiction son nuls à l'égard de la Société.

Mais il a le droit de signer et d'endosser tous effets à recouvrer; il pourra aussi faire des mandats ou traiter sur les débiteurs de la Société.

Il administre tant activement que passivement toutes les affaires de la

Société, et touche toutes sommes dues à la Société et paie celles qu'elle doit, fait tous placements de fonds, transfère toute valeur de quelque nature que ce soit appartenant à la Société, donne toutes quittances valables,

Il nomme et révoque tous les employés et agens de sa division et fixe leurs appointements.

Ledit Directeur constituera un centre d'administration à Paris et des agens dans tous les lieux où il le jugera convenable aux intérêts de la Société.

§ 3. *Traités relatifs aux acquisitions et ventes des brevets et aux formations sociétés spéciales de fabrication.*

ART. 15.

Si le second rapport sur une invention proposée, fourni, ainsi qu'il est énoncé à l'art. 12, par le Directeur de la division technique au Directeur de la division financière, n'approuve pas l'invention, le Directeur de la division financière ne pourra en aucune façon contracter au nom de la Société, pour raison de ladite invention; tout traité par lui conclu, contrairement à ce rapport, sera nul et n'engagera pas la Société, sans préjudice de la destitution que ledit Directeur pourrait encourir pour raison de ladite infraction aux statuts.

Mais si le rapport conclut à l'adoption de l'invention, le Directeur de la division financière aura la faculté de traiter avec l'inventeur ou ses cessionnaires, aux charges, clauses et conditions qui lui paraîtront convenables.

ART. 16.

La Société se bornera à l'exploitation des brevets et s'interdit de fabriquer autre chose que les modèles nécessaires pour faire connaître l'invention dans les diverses localités où il sera jugé utile d'en placer.

Le Directeur de la division financière aura le droit d'accorder, dans les termes qui lui paraîtront le plus avantageux, toutes licences de fabrication pour les objets dépendant des inventions et brevets appartenant à la Société ou pour lesquels elle aura traité.

ART. 17.

Le Directeur de la division financière aura le droit de vendre en bloc les brevets et droits appartenant à la Société, aux prix, charges et conditions qu'il jugera convenables.

Il est également autorisé à provoquer la formation des sociétés spéciales de fabrication des objets compris dans les brevets appartenant à la Société, et de faire apposer aux sociétés spéciales des droits appartenant à la Société dans lesdits brevets, aux conditions à déterminer par lui.

Dans toute société spéciale d'exploitation, le droit pour les actionnaires de la présente Société de prendre des actions par préférence à tout autre, devra être expressément stipulé.

ART. 18.

Tout projet de traités, soit pour acquisitions, soit pour ventes, soit pour concession de licences de fabrication, soit pour apports dans des sociétés spéciales de fabrication, sera soumis au Directeur de la division technique qui l'examinera en conseil; et ces traités ne seront valablement réalisés et n'engageront la Société qu'autant qu'ils porteront, revêtus de

la signature dudit Directeur de la division technique la formule suivante :
« *Le Directeur de la division scientifique et technique de la Société des progrès industriels ayant examiné en conseil le présent arrêté, et n'y trouvant rien de contraire aux intérêts de la Société, déclare ne pas s'y opposer.* »

§ 4. *Nomination du Directeur de la division scientifique et du Directeur de la division industrielle et commerciale.*

ART. 19.

Le décès, la retraite, l'incapacité civile ou la destitution des Directeurs n'entraîne pas la dissolution de la Société.

ART. 20.

M. Considérant réserve expressément à lui-même et à ses ayant-cause le droit de nommer un successeur à la Direction scientifique.

Il réserve aussi expressément à lui-même et à ses ayant-cause, le droit, lorsqu'il y aura lieu, de nommer un nouveau Directeur de la division financière, et commerciale, de présenter à l'assemblée générale une liste de trois candidats, parmi lesquels ladite assemblée générale sera tenue de choisir le nouveau Directeur industriel et commercial.

Toute nomination faite par ladite assemblée en dehors de trois candidats ainsi présentés, sera nulle de plein droit.

ART. 21.

Les Directeurs nouveaux jouiront des mêmes droits que ceux attribués à M. Considérant et à M. par les présents statuts.

TITRE III. — RECETTES ET DÉPENSES; PARTAGE DES BÉNÉFICES.

ART. 22.

Les dépenses de la Société se composeront notamment :

Des prix d'acquisition ou primes dus aux inventeurs ou à leurs cessionnaires en conséquence des traités à intervenir ;

Des frais de prix de brevets, comprenant les droits prélevés par les différents gouvernements. La rédaction des mémoires, la rétribution des agents employés à l'étranger ;

Des frais d'organisation des agences locales et des voyages et inspections ;

Des rétributions des employés de l'administration centrale ;

Des frais de publicité ;

Des frais d'expériences et de confection des modèles ;

Des frais de bureaux, location, éclairage, chauffage, papente, impressions ;

Des rétributions dues aux membres des conseils scientifiques et industriels ;

Enfin, les appointements des Directeurs fixés à _____ et ceux du gérant fixés à _____ par an.

Les agences locales seront rétribués par le prélèvement d'une part proportionnelle sur le revenu des affaires qu'elles feront pour la Société dans leurs localités.

ART. 23.

Les recettes proviendront :

- 1° Des redevances payées à la Société par les industriels auxquels elle aura accordé des licences de fabrication ;
- 2° De la vente des brevets qu'elle jugera à propos de céder ;
- 3° Et des intérêts de fonds placés ;

Fonds de roulement et fonds de réserve.

ART. 24.

Sur l'excédant des recettes sur les dépenses, le Directeur industriel déterminera chaque année, d'accord avec le Directeur de la division technique et le conseil de surveillance, la quotité des sommes nécessaires à conserver pour assurer la marche des affaires de la Société.

Le surplus sera affecté, savoir :

- 1° A la formation d'un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses imprévues et qui ne pourra dépasser 200,000 fr. ;
- 2° Et à la distribution des dividendes.

Pour former le fond de réserve, moitié de l'excédant des recettes sur les dépenses sera retenu tant que les fonds de réserve n'aura pas atteint 100,000 fr. ; un tiers seulement de 100 à 150,000 fr. et un quart de 150,000 à 200,000 fr.

Partage des bénéfices.

ART. 25.

Après prélèvement de la quotité affectée au fonds du roulement et au fonds de réserve, l'excédant net des recettes sur les dépenses sera réparti et partagé à titre de dividendes selon la loi suivante :

1° De 0 à 4 p. 0/0 du capital souscrit et versé, cet excédant appartiendra en entier aux actionnaires (cette partie représente spécialement l'intérêt des capitaux ; en conséquence, avant de passer à la répartition du degré suivant, il devra avoir été tenu compte aux actionnaires de quatre pour cent du capital pour chacune des années écoulées, et ce à partir du jour de l'année qui suivra le versement intégral des actions) ;

2° De 4 à 8 p. 0/0 dudit capital, et sera dévolu par $\frac{3}{4}$ aux actionnaires et $\frac{1}{4}$ à la direction ;

3° De 8 à 16 p. 0/0, il sera dévolu $\frac{1}{2}$ aux actionnaires, $\frac{1}{2}$ à la direction ;

4° Et au-delà de 16 p. 0/0, il sera dévolu $\frac{1}{4}$ aux actionnaires et $\frac{3}{4}$ à la direction.

Ces dividendes seront touchés par les actionnaires, sur coupons au porteur détachés du titre.

ART. 26.

La portion attribuée à la Direction dans les dividendes par l'article précédent, subira une sous-répartition et se subdivisera ainsi :

Deux cinquièmes appartiendront au Directeur de la division technique, et un cinquième au Directeur de la division financière et commerciale.

Les deux autres cinquièmes seront employés par la Direction en prime d'encouragement, récompenses et secours à distribuer par elle aux employés, agents et coopérateurs de la Société, au fur et à mesure et aux

époques qu'ils jugeront convenables, en proportion des besoins et services desdits employés et coopérateurs.

Etat des emplois ainsi faits desdits deux cinquièmes sera communiqué régulièrement au conseil de surveillance.

Partage de l'avoir social.

ART. 27.

Lors de la liquidation de la Société, l'avoir social, déduction faite de toutes dettes, sera réparti de la manière suivante :

Il sera dressé un relevé de tous les dividendes payés aux actionnaires depuis la formation de la société. On déduira du total l'intérêt à 4 p. 0/0 par an, par chaque année courue à partir du premier jour de l'année qui aura suivi le versement intégral des actions.

S'il se trouve après cette déduction que chaque action a reçu en dividendes une somme égale au capital de ladite action, tout l'avoir social sera partagé entre les actionnaires et la Direction, selon la loi portée en l'art. 25. Sur la portion affectée à la Direction, trois cinquièmes appartiendront au Directeur de la division technique et deux cinquièmes au Directeur de la division financière.

Si, au contraire, les actions n'ont pas reçu en dividendes (déduction faite de l'intérêt à 4 p. 0/0) une somme égale au montant desdites actions, prélèvement sera fait sur l'avoir social de la somme nécessaire pour parfaire ledit amortissement, et le surplus seulement, s'il en existe, sera partagé entre les actionnaires et la Direction, ainsi qu'il vient d'être dit.

TITRE IV. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Comité de surveillance.

ART. 29.

Il est créé un comité de surveillance dont les fonctions consisteront à veiller à l'entretien des présents statuts et à connaître de la fidélité et de la régularité de l'administration. A cette fin :

1° Le comité de surveillance aura le droit de se faire représenter, toutes et quantes fois il le jugera bon, les livres de comptabilité et généralement tous les documents propres à l'éclaircir sur l'état financier de la Société; mais toutefois sans contrevenir à l'art. 27 du Code de commerce, c'est-à-dire sans s'immiscer dans les faits de gestion, et sans contrevenir au principe de l'art. 2 des présents statuts, c'est-à-dire sans s'occuper aucunement de ce qui concerne la marche et l'esprit de la rédaction du Journal.

2° Ledit comité devra vérifier les inventaires, les comptes annuels et le rapport de la gérance, et présenter, par l'organe de son président, à l'Assemblée générale des actionnaires, telles observations qu'il jugera à propos.

3° Il concourra avec les Directeurs à la fixation du fonds de roulement.

ART. 30.

Le comité de surveillance pourra, pour causes graves et de nature à compromettre l'intérêt de la Société, telles qu'infidélité, malversation, mauvaise gestion administrative, ou infraction aux présents statuts, provoquer

devant l'assemblée générale extraordinairement convoquée, le remplacement des Directeurs. L'assemblée pourra prononcer la déchéance de l'un des trésoriers; dans ce cas, la décision serait immédiatement notifiée par le président de l'assemblée à l'autre Directeur, qui serait tenu de convoquer, dans le plus bref délai, l'assemblée générale des actionnaires.

ART. 32.

Le comité de surveillance pourra aussi, dans tous les cas où il le jugera utile, convoquer extraordinairement l'assemblée générale dans les formes prescrites par les assemblées annuelles.

ART. 32.

Le comité de surveillance s'assemblera toutes les fois que le président le jugera convenable, et tout au moins une fois tous les trois mois.

Le comité de surveillance sera composé de neuf membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires et renouvelés par tiers chaque année. Le sort désignera l'ordre de sortie pendant les deux premières années; les membres sortants pourront être réélus.

Les membres de ce comité choisiront parmi eux leur président.

Le comité se rassemble sur la convocation de son président; quatre membres suffisent pour délibérer; les décisions sont prises à la majorité des voix présentes; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

De l'assemblée générale.

ART. 33.

Il y aura une assemblée générale annuelle des actionnaires au siège de la Société dans le courant d'avril de chaque année. Tout porteur de trois actions a droit d'assister aux assemblées générales.

Chaque actionnaire ayant droit d'assister à l'assemblée pourra se faire représenter par un actionnaire nominatif, et ce en vertu d'un pouvoir spécial.

Le jour de la réunion sera indiqué par trois annonces dans le Journal de la Société, dont la première vingt jours au moins avant le jour de la réunion.

ART. 34.

Dans toute assemblée générale, les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les voix se compteront comme suit :

3 actions	1 voix.
9 actions	2 voix.
18 actions	3 voix.
36 actions et au-delà	4 voix.

ART. 33.

L'assemblée générale annuelle aura pour objet :

- 1° D'entendre le rapport de la Direction sur la situation de la Société;
- 2° D'entendre le rapport du Comité de surveillance sur les opérations de l'année;
- 3° D'arrêter les comptes;

4° De pourvoir au remplacement des membres sortants ou démissionnaires du Comité de surveillance ;

5° De délibérer sur les changements à faire aux statuts et sur la dissolution anticipée ou sur la prolongation de la Société.

Les changements à faire aux statuts et la dissolution anticipée de la Société ne pourront être mis en délibération que sur la proposition directe de la Direction.

ART. 34.

Les décisions relatives aux changements à faire aux statuts, à la destitution des directeurs, à la dissolution anticipée de la Société, ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises par les deux tiers des voix d'une assemblée composée d'au moins cent voix.

Si l'Assemblée ne remplit pas ces deux conditions, il ne pourra être pris aucune décision définitive. Cependant les propositions sur lesquelles il s'agissait de délibérer lui seront soumises, et si elles sont adoptées par la moitié des membres présents, ces propositions seront regardées comme prises en considération. Une nouvelle assemblée sera convoquée dans les trente jours, au moyen d'insertions dans le journal de la Société, énonciatives du résultat de la première assemblée. Ces insertions seront faites quinze jours à l'avance. Dans cette seconde assemblée, les décisions seront valablement prises à la majorité des deux tiers des voix présentes, quel que soit le nombre des actions représentées.

ART. 35.

L'assemblée générale choisit son président et son secrétaire. Le membre le plus âgé et le membre le plus jeune sont scrutateurs.

Les procès-verbaux des assemblées constatent les noms et le montant des actions de chaque actionnaire présent. Ils sont inscrits sur un registre spécial, et signés par le président et le secrétaire de l'assemblée; le gérant sera dépositaire du registre qui contiendra ces délibérations.

ART. 36.

Dans toutes les délibérations qui auront pour objet la vérification des comptes de gestion, et dans celles où il s'agirait d'apprécier la conduite du Directeur, ceux-ci ne pourront aucunement voter.

Liquidation de la Société.

ART. 37.

En cas de dissolution de la Société, soit par l'arrivée de son terme, soit pour autre cause, le Directeur de la division industrielle et commerciale sera liquidateur, et fera la liquidation sous la surveillance des membres du Comité en exercice au moment de la dissolution.

Tous les pouvoirs les plus étendus, même ceux de disposer et d'aliéner, sont donnés au liquidateur pour agir au mieux des intérêts de la Société.

ART. 38.

Toutes les difficultés et contestations qui surviendront entre les parties pendant le cours de la présente Société, ou relativement à sa liquidation, seront jugées par un tribunal arbitral composé de trois arbitres nommés par le président du tribunal de commerce de la Seine, à la requête de la partie la plus diligente, si les parties n'ont pu s'entendre pour nomination amiable.

Les décisions de ce tribunal seront souveraines, en dernier ressort, sans

appel, requête civile ou cassation, et même sans opposition à l'ordonnance d'*exequatur*; les arbitres jugeront en outre comme amiables compositeurs.

Prorogation de la Société.

ART. 39.

Environ six mois avant l'expiration de la Société, si la Direction propose de prolonger la durée de ladite Société, une assemblée générale, convoquée en la forme ordinaire, et statuant, ainsi qu'il a été dit en l'art. 34, devra délibérer sur la question de savoir s'il convient de prolonger la durée de la Société ou de la mettre en liquidation.

ART. 40.

Cette délibération, signée par tous les actionnaires qui l'auraient prise, serait immédiatement insérée dans le journal de la Société et dans une des feuilles d'annonces désignées par la loi, et notifiée aux actionnaires absents par lettres aux domiciles connus; cette notification contiendra la mention expresse que les actionnaires auxquels elle s'adresse auront, comme il leur est accordé par les présentes, deux mois pour tout délai, à partir de la date de la dernière notification, pour faire connaître au Directeur, par lettres chargées ou acte d'huissier, s'ils entendent se rendre opposants à ladite délibération.

ART. 41.

Passé ce délai de deux mois, ils ne seront plus reçus à s'opposer à la prolongation de la Société, et seront au contraire réputés avoir acquiescé à la délibération, partant obligés à tous ses effets.

Ceux des actionnaires qui auront fait connaître en temps utile leur refus ne seront néanmoins en aucune manière habiles à demander la dissolution de la Société, et la Société dès ce moment demeure autorisée audit cas à les désintéresser entièrement en les remboursant purement et simplement du prix de leurs actions ou coupons d'action au pair; ce paiement sera exigible dans un délai de trois mois.

Des actions, ainsi remboursées ou rachetées, seront définitivement amorties au profit de la Société, et mention en sera faite à la suite du pacte social par un acte déclaratif à la direction, ainsi qu'au livre des actions.

ART. 42 ET DERNIER.

Toutes ces clauses devront recevoir leur effet nonobstant tout décès, interdictions, arrestations ou absence d'actionnaire, apposition de scellés ou séquestres de papiers, absence, minorité et incapacité des héritiers ou ayant-cause, ainsi que malgré tout événement de force majeure, dont on pourrait chercher à exciper; autrement les présentes n'auraient pas eu lieu.